

Il faut que le gouvernement fédéral joue un rôle décisif et prépondérant dans la planification et la direction de l'économie canadienne. Le pouvoir privé ou celui des sociétés ne répond pas à nos besoins et ne développe pas nos possibilités en tant que peuple. Il est essentiel que le gouvernement national assume un rôle prépondérant pour déterminer toutes nos priorités économiques et sociales. En fin de compte, l'utilisation sélective et stratégique des investissements publics, de la propriété publique et des dépenses du gouvernement doivent être au cœur de tout plan national de développement, de l'objectif ultime à atteindre, soit le plein emploi, et de la lutte contre l'inflation galopante. Il faut prévenir les cycles de grande prospérité suivis de dépression et seule la planification économique sur le plan national peut permettre d'atteindre cet objectif.

Malheureusement, monsieur l'Orateur, seul le Nouveau parti démocratique s'est engagé à poursuivre une telle politique pour le Canada. Avec ce budget, les libéraux ont démontré une fois de plus qu'ils sont un parti livré à l'indifférence, lié au chômage et aux inégalités, aux idées folles, injustes et cruelles sur le plan économique, idées qu'ils ont mises en pratique par le passé et continuent d'appliquer aujourd'hui.

Je veux présenter un sous-amendement, monsieur l'Orateur. Je propose, appuyé par le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Knowles):

Qu'on modifie l'amendement en remplaçant le point final par un point-virgule et en y ajoutant les mots suivants:

«la Chambre regrette aussi l'injustice flagrante de la taxe déguisée et régressive qu'est, pour tous les hommes et femmes qui travaillent au Canada, la hausse des primes d'assurance-chômage, ainsi que la grave injustice que constitue la décision unilatérale du gouvernement fédéral de se dédire des engagements qu'il a pris avec les provinces au sujet du coût des services hospitaliers et médicaux.»

[Français]

M. Adrien Lambert (Bellechasse): Monsieur le président, je désire, en premier lieu, féliciter le ministre des Finances (M. Turner) du courage dont il a fait preuve pour prononcer son discours sur un budget qui est loin de répondre aux besoins des Canadiens et qui n'apporte pas de solution valable au problème majeur de l'inflation des prix et du chômage en général.

Le ministre des Finances a dit à la Chambre que la préparation de ce budget n'a pas été chose facile, et cela se comprend, surtout étant donné les outils usés dont il dispose pour pourvoir aux besoins monétaires de notre pays.

Au cours de la dernière campagne électorale, le gouvernement libéral a demandé à la population canadienne de lui donner un appui majoritaire pour qu'il puisse former une équipe solide pour faire face aux nombreux problèmes, entre autres, à l'inflation et au chômage. Un gouvernement majoritaire, disait-il, assurerait à notre pays une stabilité économique et la prospérité pour tous les Canadiens.

Le 6 mai 1974, le ministre des Finances avait présenté un budget comportant des éléments de solution beaucoup plus réalistes que les budgets de novembre 1974 et du 23 juin 1975. Cependant, il est important de rappeler que c'était alors sous la direction d'un gouvernement minoritaire, il se devait donc d'être plus sage et de faire preuve de compétence afin de s'assurer la confiance de la population face à une éventuelle élection générale.

Domage, monsieur le président, que le gouvernement ne soit pas toujours minoritaire. Le Canada ne s'en porterait que mieux. La preuve en a été faite. Monsieur le

Budget—M. Lambert (Bellechasse)

président, le gouvernement est le docile serviteur de la dictature économique. C'est la haute finance qui commande, c'est elle qui dicte les politiques à suivre et cela toujours a été en fonction des profits à réaliser peu importe le petit peuple ou le peuple moyen qui doit en souffrir.

Les économistes ont préparé toutes sortes de plans et de rataplans qui ont été essayés par le gouvernement et qui n'ont donné que de piètres résultats. Il n'est pas nécessaire d'avoir la tête à Papineau pour réussir aussi bien qu'avec les formules de nos savants économistes qui orientent notre économie de périodes d'inflation aux périodes de chômage, et de périodes de crises économiques et de misère aux périodes d'abondance.

● (1700)

Il semble que le ministre des Finances (M. Turner) l'a compris, puisqu'il a dit, dans son discours, que l'économie de notre pays est trop importante pour qu'on la laisse entre les mains des économistes.

Les choix à faire se ramènent essentiellement à des décisions politiques utiles, et je l'approuve. Il appartient donc au Parlement, qui détient l'autorité suprême dans notre pays, de légiférer de manière à reprendre le contrôle de notre économie et de mettre la dictature économique à la raison.

L'an dernier, le président du Conseil d'administration de la Banque de Montréal tenait le même langage que le ministre des Finances en parlant du problème de l'inflation. Il disait qu'il était temps de prendre le taureau par les cornes et que seuls les élus du peuple avaient le pouvoir pour régler ce problème de l'inflation des prix.

Le ministre semble se consoler trop facilement en disant que l'économie des États-Unis est dans une plus mauvaise posture que la nôtre et que le chômage est de 2 p. 100 plus élevé chez nos voisins du Sud. Il est évident que la situation économique n'est pas meilleure aux États-Unis. C'est exactement le même système financier qui est en vigueur, il donne donc les mêmes résultats: les dettes publiques augmentent, de même que le service de la dette, il en est de même des impôts.

J'ai en main un extrait d'un article publié dans le journal *La Presse* de Montréal, en avril 1972, et qui en dit très long. Le journaliste écrit ceci:

Le pays le plus riche du monde est aujourd'hui... à sec. L'économie américaine a dépassé l'année dernière le cap des mille milliards mais les municipalités des vingt et une villes les plus importantes n'ont pas de quoi payer leurs policiers, leurs pompiers, leurs enseignants et leurs éboueurs.

On dit plus loin:

Le marasme économique et la hausse de l'indice de chômage n'empêchent point les prix de monter et l'inflation de suivre son cours. Pour ranimer l'économie, le président présenta trois budgets déficitaires: 80 milliards en trois ans. Ces mesures, et d'autres improvisations monétaires et fiscales, ne purent faire obstacle à la vertigineuse dégradation des services publics.

En terminant, on dit ceci:

Leurs dirigeants sont désespérés.

Les administrateurs des villes, des États, et le président lui-même le sont.

Où prendre l'argent pour colmater ces brèches? Augmenter la dette publique? Mais le paiement annuel de ses intérêts se chiffre déjà à 12 milliards de dollars, et constitue la troisième dépense publique en importance après la Défense et la Sécurité sociale.

Cela ressemble pas mal à chez nous.

Le président, le gouverneur, le maire qui y songerait, serait assuré d'être balayé comme un fétu de paille aux prochaines élections.